

Institut Hospitalo-Universitaire de chirurgie mini-invasive guidée par l'image

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au conseil d'administration de la fondation Institut Hospitalo-Universitaire de chirurgie mini-invasive guidée par l'image,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la fondation Institut Hospitalo-Universitaire de chirurgie mini-invasive guidée par l'image relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note de l'annexe 6.6.2 Fonds dédiés expose les informations relatives aux montants et au traitement comptable des fonds dédiés en lien avec les subventions d'exploitation reçues. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables appliqués par votre fondation, nos travaux sur ce point ont consisté à contrôler la conformité du traitement comptable retenu avec les normes comptables en vigueur relatives aux fonds dédiés, à en valider la correcte application dans les comptes et à vérifier la pertinence de l'information fournie dans l'annexe.

Nous nous sommes également assurés de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directeur Général et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directeur Général.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars

Strasbourg, le 11 juin 2025



Laurence Fournier

Associée

INSTITUT HOSPITALO-UNIVERSITAIRE DE CHIRURGIE MINI-INVASIVE GUIDEE PAR L'IMAGE

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	829 068	829 068		48 354
		Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾					
	Immobilisations incorporelles en cours					
		Avances et acomptes				
	TOTAL		829 068	829 068		48 354
	Immobilisations corporelles	Terrains	30 639	15 395	15 243	18 058
		Constructions	34 835 222	14 679 472	20 155 750	21 869 579
		Inst.techniques, mat.out.industriels	13 624 513	12 127 674	1 496 839	1 910 259
		Immobilisations corporelles en cours				
		Avances et acomptes	106 818		106 818	76 450
	TOTAL		48 597 194	26 822 542	21 774 651	23 874 348
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	393 010	15 850	377 160	376 660	
	Autres titres immobilisés	438 000	438 000			
	Prêts					
	Autres	2 055		2 055	2 055	
	TOTAL		833 065	453 850	379 215	378 715
Total I		50 259 327	28 105 461	22 153 866	24 301 418	
Actif circulant	Stocks et en cours		7 249		7 249	6 713
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 952 053	115 329	2 836 723	1 962 351
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	12 102 656		12 102 656	12 598 836
	TOTAL		15 054 710	115 329	14 939 380	14 561 188
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
Disponibilités		5 743 158		5 743 158	6 089 112	
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	105 508		105 508	141 567	
Total II		20 910 626	115 329	20 795 297	20 798 581	
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		71 169 953	28 220 790	42 949 163	45 099 999	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

INSTITUT HOSPITALO-UNIVERSITAIRE DE CHIRURGIE MINI-INVASIVE GUIDEE PAR L'IMAGE

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	1 000 000	1 000 000
	Fonds propres complémentaires	333 014	333 014
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	5 213 054	5 119 498
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	628 778	93 556
	Situation nette (sous-total)	7 174 847	6 546 068
	Fonds propres consommables	400 000	400 000
	Subventions d'investissement	21 770 563	23 893 655
	Provisions réglementées		
Total I		29 345 410	30 839 724
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs	616 000	264 000
	Avances conditionnées		
Total I bis		616 000	264 000
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	8 626 415	10 768 034
Total II		8 626 415	10 768 034
Provisions	Provisions pour risques	243 190	243 190
	Provisions pour charges		
Total III		243 190	243 190
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	18 863	20 634
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 277 806	1 476 998
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	852 602	660 747
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	117 953	20 075
	Autres dettes	364 082	380 282
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	486 839	426 312
Total IV		4 118 147	2 985 051
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		42 949 163	45 099 999
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

INSTITUT HOSPITALO-UNIVERSITAIRE DE CHIRURGIE MINI-INVASIVE GUIDEE PAR L'IMAGE

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	121 388	43 822
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	2 362 343	2 248 463
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	3 607 210	3 929 508
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	3 000	3 000
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	-9 743	-8 560
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	38 484	15 469
Charges d'exploitation	Utilisations des fonds dédiés	4 195 357	6 809 134
	Autres produits	70 167	314 549
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	10 388 207	13 355 387
	Achats de marchandises	119 384	38 487
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	4 296 660	4 681 093
	Aides financières	315 091	481 986
	Impôts, taxes et versements assimilés	29 212	41 103
	Salaires et traitements	2 166 227	2 323 201
	Charges sociales	803 104	854 864
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 367 896	3 127 713
	Dotations aux provisions	11 400	247 811
	Reports en fonds dédiés	2 130 386	4 164 987
	Autres charges	50 780	50 677
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	12 290 143	16 011 926
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-1 901 936	-2 656 539

INSTITUT HOSPITALO-UNIVERSITAIRE DE CHIRURGIE MINI-INVASIVE GUIDEE PAR L'IMAGE

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations	1 770	
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		22 723
	Autres intérêts et produits assimilés	113 958	117 015
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	15 850	
	Différences positives de change	115	514
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		131 694	140 253
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		469 700
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change	155	1 047
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		155	470 747
2. Résultat financier (III-IV)		131 538	-330 494
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-1 770 397	-2 987 033
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	2 440 913	3 080 590
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	2 440 913	3 080 590
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	41 738	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	41 738	
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		2 399 175	3 080 590
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		12 960 815	16 576 230
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		12 332 037	16 482 674
EXCÉDENT OU DÉFICIT		628 778	93 556
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		1 038 351	1 206 811
Bénévolat			
Total		1 038 351	1 206 811
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		1 038 351	1 206 811
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total		1 038 351	1 206 811

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'Institut Hospitalo-Universitaire de Strasbourg a été créé sous la forme d'une Fondation de coopération scientifique.

Il a pour objet de conduire un projet d'excellence médicale et scientifique en organisant, structurant et développant, dans le domaine de la chirurgie mini-invasive guidée par l'image et sur le site des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, le fonctionnement d'infrastructures de recherche clinique et de recherche translationnelle de niveau mondial ouverts aux projets émanant de partenaires publics ou privés, d'origine nationale ou internationale, regroupant l'éventail des compétences nécessaires à la valorisation des découvertes émanant du secteur public, ainsi qu'aux programmes de recherche partenariale. Il assure notamment un transfert de technologie entre partenaires publics et/ou privés et favorise la mise en place de partenariats industriels.

A cet effet, l'Institut associe des unités de recherche et des services hospitaliers reconnus au niveau international relevant soit de ses fondateurs soit des partenaires associés, autour d'une politique commune de recherche et de soins.

La Fondation entend apporter à ces unités et services des moyens complémentaires dans le cadre d'une stratégie commune pour renforcer leur interactivité scientifique et leur rayonnement international, leur permettant d'attirer des scientifiques de haut niveau et d'accueillir de jeunes talents au bénéfice de la santé et du progrès médical.

Les organes statutairement compétents de l'entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

L'IHU Strasbourg développe une chirurgie mini-invasive guidée par l'image pour garantir à chaque patient des interventions plus précises et plus sûres. Ses activités se déclinent en 4 pôles :

- Une recherche biomédicale d'excellence à visée translationnelle
- Un centre d'enseignement pour former aux nouvelles pratiques chirurgicales
- Un plateau médico-chirurgical de pointe opéré par les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg
- Une structure d'incubation et de valorisation de l'innovation

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Investissements

- Engagés et terminés dans l'exercice
- Investissements totaux en 2024 pour 262K€ dont principalement :
 - 86 k€ d'équipements médicaux pour des projets de recherche
 - 76 k€ de travaux et aménagements pour le bloc clinique pour la mise en place d'une nouvelle IRM
 - 82k€ de matériel informatiques et vidéo (dont plusieurs serveurs pour les projets de recherche)
- 44 projets de recherche sont en cours :
 - 17 projets co-financés qui ont débuté les années précédentes
 - 15 projets ou faisabilités IHU qui ont débuté les années précédentes
 - 12 nouveaux projets engagés sur l'exercice 2024
 - 4 projets pour un total de 2 325 k€ faisant l'objet d'un co-financement, via la BPI et l'ANR
 - 8 faisabilités pour un total de 77 k€ provenant de l'enveloppe ANR
- Ressources humaines
 - Effectif moyen sur 2024 : 43 ETP
 - Masse salariale pour 2024 : 2 969 K€
 - 5 embauches en CDI au niveau équipe administrative et financière, technique et innovation
 - 5 CDD au niveau chargés de projets, ingénieurs, plateau expérimental, recherche clinique
 - 8 contrats alternance et stagiaires
 - 5 sorties de CDI
- Autres moyens/dépenses engagées
 - Valorisation/coût brevets : engagements pour 74 k€ de frais liés aux dépôts, maintien des brevets en cours
 - Entretien général/dépense de fonctionnement : 1 582 k€ de frais liés à l'entretien et la maintenance du bâtiment sur un total de 4 397 k€ au titre des autres achats et charges externes.

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par le/les faits d'importance significative suivants :

- Le nouveau directeur général a pris ses fonctions au 01/01/2024
- Évaluation par l'HCERES au courant de l'année 2024
- Prolongation du financement de l'ANR jusqu'au 31/12/2025 avec une dotation complémentaire de 1 310 k€ portant la subvention totale à 81 610 k€
- Dans le cadre des participations :
 - AIDO : acquisition de 50 000 actions pour une valeur de 500€
 - QAELO : cession de 50% des actions au nouveau CEO de la start-up
- L'IHU a obtenu 4 nouveaux financements :
 - Projet HISTOGRAPH financé par l'ANR pour un total de 239 k€
 - Projet ENVISAG, RHU financé par l'ANR pour 447 k€ (dont 42 k€ pour des investissements)
 - Projet POCUS I financé par la BPI pour 1 481 k€ (dont 38 k€ pour des investissements)
 - Projet de maturation SCIALYTICS financé par la BPI dans le cadre du BFT Lab pour 120 k€

4.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 ainsi que des règlements ANC n° 2020-08 et n° 2022-02 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

La date d'arrêté des comptes par le Directeur Général est le 23/05/2025.

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

6.1 Bail emphytéotique

Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (bailleur) et la Fondation IHU Strasbourg (Emphytéotique) ont conclu en mai 2016, aux fins d'édification d'un bâtiment dans lequel la Fondation exerce son activité, un bail emphytéotique pour une durée de 42 ans.

Ce bail est consenti moyennant :

- une redevance annuelle fixée à un euro ;
- la remise au bailleur, à l'expiration du bail, de l'ensemble des aménagements, améliorations et constructions exécutés par la Fondation sur le terrain loué.

6.2 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

6.2.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements (b)		A	B	C	D
Rubriques (a)		Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	829 068	-	-	829 068
Immobilisations corporelles	Terrains	30 639			30 639
	Constructions	34 835 223			34 835 223
	Install. Tech., mat., outillage	6 452 633	95 377	60 000	6 488 010
	Install. Générales, ag. Am. divers	599 910	75 900		675 810
	Matériel de transport	-			-
	Mat bur., informatique, mobilier	6 400 755	59 938		6 460 694
	Immo. Corp. En cours	-			-
	Avances et acomptes	76 450	33 368	3 000	106 818
	Total III	48 395 611	264 583	63 000	48 597 194
Immobilisations financières	Participations	408 360	500	15 850	393 010
	Créances rattachées à des part.	-			-
	Autres titres immobilisés	438 000			438 000
	Prêts et autres immos. financières	2 055			2 055
	Total IV	848 415	500	15 850	833 065
Total		50 073 094	265 083	78 850	50 259 327

6.2.1.1 Aménagement du cadre général – Augmentations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles	3 000		261 583		
Immobilisations financières			500		
Total	3 000		262 083		

6.2.1.2 Aménagement du cadre général – Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles	3 000		60 000		
Immobilisations financières			15 850		
Total	3 000		75 850		

6.2.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements (b)		A	B	C	D
Rubriques (a)		Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	780 714	48 355	-	829 068
Immobilisations corporelles	Terrains	12 581	2 815		15 396
	Constructions	12 965 643	1 713 829		14 679 472
	Install. Tech., mat., outillage	5 900 300	219 024	18 262	6 101 062
	Install. générales, ag. Am. divers	159 905	63 430		223 335
	Matériel de transport	-			-
	Mat. bur., informatique, mobilier	5 482 834	320 444		5 803 278
	Immo., grevées de droits	-			-
	Total III	24 521 263	2 319 542	18 262	26 822 543
Total		25 301 977	2 367 897	18 262	27 651 611

6.2.2.1 Aménagement du cadre général – Augmentations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		48 355		
Immobilisations corporelles		2 319 542		
Immobilisations financières				
Total		2 367 897		

Catégories d'immobilisations	Postes du résultat avec dotation		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	48 355		
Immobilisations corporelles	2 319 542		
Immobilisations financières			
Total	2 367 897		

6.2.2.2 Aménagement du cadre général – Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles		18 262	
Immobilisations financières			
Total		18 262	

6.2.2.3 Durée et mode d'amortissement

Les immobilisations sont amorties selon les modes et durées d'usage en application de l'article L.123-16 du Code de Commerce.

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée
Gros œuvre	Linéaire	42 ans
Menuiserie extérieure	Linéaire	25 ans
Métallerie/serrurerie	Linéaire	25 ans
CVC/sanitaire/réseau sous dallage	Linéaire	25 ans
Electricité	Linéaire	20 ans
Couverture/étanchéité/bardages	Linéaire	15 ans
Isolation thermiques/stores	Linéaire	15 ans
Menuiserie intérieure bois	Linéaire	15 ans
Chape/Carrelage/Faïence	Linéaire	15 ans
Fluides médicaux	Linéaire	15 ans
Ascenseur	Linéaire	15 ans
Cloisons/plâtrerie/faux-plafonds	Linéaire	10 ans
Revêtement de sol/parquet	Linéaire	10 ans
Peinture	Linéaire	10 ans
Equipements spécifiques	Linéaire	10 ans
Aménagements extérieurs	Linéaire	10 ans
Agencements et aménagements gén.	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages généraux	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

6.2.3 Dépréciations de l'actif immobilisé – État de rapprochement entre ouverture et clôture

Cf § 6.3

6.2.4 Informations relatives aux filiales et participations

Informations financières	Capital (6)	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus (7) (8)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (7) (9)	Montant des cautions et avals donnés par la société (7)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (7) (10)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (7) (10)	Observations
			Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et participations									
1. Filiale (+50 % du capital détenu par la société)									
GIE IHU	1000	66%	660	660			1 393 620	2 683	Données 2023 car 2024 non disponibles
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société)									
IGLOBE	100 000	20%	20 000	20 000			94 103	-27 041	Données du compte de résultat au 31/03/2023
QAELON	127 038	4,87%	15 850	0			-	- 274 589	Données 2023 car bilan 2024 indisponible
AIDO	10 000	15%	1 500	1 500			-	-42 916	Données 2023 car bilan 2024 indisponible
TAURUS	2 037	14,98%	305 000	305 000			-	-130 770	

RYDGE Conseil, Société par actions simplifiée et société d'expertise comptable, inscrite au Tableau de l'Ordre à Paris sous le n° 14 00024167 01, au capital social de 1 016 638 €, ayant son siège social sis 2 Avenue Gambetta Tour Egho 92066 Paris La Défense Cedex, immatriculée au Registre National des Entreprises le numéro 903 309 490 (RCS Nanterre). TVA : FR03903309490

Informations financières	Capital (6)	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus (7) (8)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (7) (9)	Montant des cautions et avals donnés par la société (7)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (7) (10)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (7) (10)	Observations
			Brute	Nette					
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations									
Filiales et participations non reprises au § A									
RDS	8 657 341	1%	50 000	50 000			19 950	-853 029	Données 2023 car bilan 2024 indisponible

RYDGE Conseil, Société par actions simplifiée et société d'expertise comptable, inscrite au Tableau de l'Ordre à Paris sous le n° 14 00024167 01, au capital social de 1 016 638 €, ayant son siège social sis 2 Avenue Gambetta Tour Egho 92066 Paris La Défense Cedex, immatriculée au Registre National des Entreprises le numéro 903 309 490 (RCS Nanterre). TVA : FR03903309490

6.2.5 Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

Exercice	Montant à l'ouverture de l'exercice			Montant à la clôture de l'exercice		
	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative
<i>Fractions du portefeuille évaluées :</i>						
• au coût de revient	438 000	360 000	360 000	438 000	360 000	360 000
Valeur estimative du portefeuille	438 000	360 000	360 000	438 000	360 000	360 000

Variation de la valeur du portefeuille TIAP

Valeur du portefeuille Mouvements de l'exercice	Valeur comptable nette	Valeur estimative
Montant à l'ouverture de l'exercice	360 000	360 000
Acquisition de l'exercice		
Cession de l'exercice (en prix de vente)		
Reprises de dépréciations sur titres cédés		
Plus-values sur cessions de titres : - détenus au début de l'exercice - acquis dans l'exercice		
Variation de la dépréciation du portefeuille		
Autres variations de plus-values latentes :		
• sur titres acquis dans l'exercice		
• sur titres acquis antérieurement		
Autres mouvements comptables (à préciser)		
Montant à la clôture de l'exercice	360 000	360 000

6.2.6 Dépréciation des titres immobilisés et participations

Au vu des difficultés rencontrées par la société QAELON, sa situation financière à la clôture, et la prochaine levée de fonds n'étant pas assurée, nous avons déprécié les obligations convertibles détenues en portefeuille pour un montant de 438 000 €, ainsi que la valeur comptable des titres financiers pour 31 700 € en 2023.

La QP des titres financiers QAELON correspondant aux titres cédés pour 15 850€ en cours de l'année 2024 a été reprise.

6.3 Actif circulant

6.3.1 Stocks et en cours

Catégorie de stocks	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	7 250		7 250
Total	7 250		7 250

6.3.1.1 Actif circulant / dépréciations

Situations et mouvements (b)				
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice (c)
Stocks	-	-	-	-
Créances	111 429	11 400	7 500	115 329
Total	111 429	11 400	7 500	115 329

Les évènements qui ont conduit à la dépréciation sont les suivants :

Constatation en clients douteux pour 11 400 € de la créance sur la société QAELON.

Le poste client s'élève à 2 952 053 € brut dont 1 575 933 € de factures à établir en 2025 sur des prestations de 2024 ou antérieur.

6.3.2 Précisions sur d'autres créances significatives

Les autres créances s'élèvent à 12 102 657€ au 31/12/2024. Elles incluent essentiellement :

- Le solde de la subvention ANR à recevoir pour 3 540 685 € dont 2 880 000€ en 2025.
- Un solde d'autres subventions publiques à recevoir pour 7 379 660 €
- Des créances de TVA pour 1 073 025 €
- Des contributions à recevoir pour financement de projets par la Fondation ARC pour 67 495 €

6.3.2.1 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Détail des charges constatées d'avance	Montant au 31/12/2024	Montant au 31/12/2023
Fournitures	4 581	7 518
Assurances	68 767	90 476
Loyers	3 254	2 461
Maintenances infos et matériel médical	4 995	5 074
Participation aux financements de projets	3 350	21 453
Redevances	14 089	10 103
Frais de téléphonie et Internet	52	354
Voyages	1 480	
Rémun. intermédiaires		
Cotisations / Droits d'inscription		195
Abonnements	793	1 418
Sponsoring	3 500	2 500
TOTAL	104 861	141 552

6.4 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds associatifs, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

6.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	1 333 014							1 333 014
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves								
« dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »								
Report à nouveau	5 119 498	93 556						5 213 055
« dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »								
Excédent ou déficit de l'exercice	93 556	-93 556		628 778				628 778
« dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »								
Situation nette (sous-total)	6 546 069	-	-	628 778	-	-	-	7 174 847
Fonds propres (Dotations) consommables	400 000							400 000
Subventions d'investissement	23 893 655			324 730		2 447 822		21 770 563
Provisions réglementées								
Total	30 839 724	-	-	953 508	-	2 447 822	-	29 345 409

(1) Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices ouverts **à compter du 1/1/2020**, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

6.4.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
• Dotations non consommables	1 000 000			1 000 000
•				
Fonds propres complémentaires				
• Première situation nette établie				
• Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
• Dotations non consommables				
• Autres apports sans droit de reprise	333 014			333 014

6.4.2 Fonds propres consommables

La dotation d'une fondation constitue des fonds propres sans droit de reprise ou des fonds propres consommables.

La dotation initiale consommable est de 400 000€.

6.4.3 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présenté au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1^{er} exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

Tableau des subventions d'investissements

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	48 645 102	324 730	186 345	48 783 487
Quotes-parts virées au résultat	- 24 751 446	-2 279 739	18 262	-27 012 924
Montant net en fonds propres	23 893 656			21 770 563

6.5 Provisions

Situations et mouvements (b)				
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions réglementées	-	-	-	-
Provisions pour risques	243 190			243 190
Provisions pour charges	-	-	-	-
Total	243 190	-	-	243 190

6.5.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite		14 202	14 202
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

6.6 Fonds reportés et dédiés

6.6.1 Fonds reportés liés aux legs ou donations

Les fonds sont dits « reportés » et comptabilisés en charge « reports en fonds reportés » quand l'entité n'a pas encore encaissé ou transféré à la clôture les montants correspondants, comptabilisé en produits d'exploitation au cours de l'exercice.

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation du legs ou de la donation, avec pour contrepartie le compte « utilisation de fonds reportés » poste « Utilisation des fonds dédiés » (et reportés) dans les Produits au compte de résultat.

6.6.2 Fonds dédiés

Ces sommes sont rapportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

A la clôture de l'exercice, sont comptabilisés dans les comptes de fonds dédiés les montants des subventions d'exploitation non utilisés pendant l'exercice. Les sommes inscrites en fonds dédiés correspondent soit à la part non consommée s'il s'agit d'une convention annuelle dont le financeur ne réclame pas la restitution, soit à la part non consommée de la partie non rattachée à l'exercice s'il s'agit d'une convention pluriannuelle.

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations projets	7 787 679	2 130 386	1 271 834		-78 216	8 568 015	484 278
Subventions d'exploitation ANR	2 681 152		2 682 721		1 569		
Contribution pour renouvellement des immobilisations							
Autres contributions financières affectées							
Contributions financières d'autres organismes	299 203		240 803	9 743		58 401	
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	10 768 034	2 130 386	4 195 358	9 743	- 76 647	8 626 415	484 278

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi

pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

Figurent en fonds dédiés à la clôture de l'exercice les ressources dédiées à des projets définis non totalement utilisés, le cas échéant relatives à des projets terminés dont l'organe habilité de notre entité a décidé de transférer les ressources disponibles à un autre projet défini avec l'accord du tiers financeur.

Les transferts réalisés au cours de l'exercice ont été les suivants :

- Sur les subventions d'exploitations projets : (- 78,2 k€)
 - + 94,9 k€ correspondant à la QP de subvention ANR des projets IHU validés en 2024 (transfert du stock ANR, vers fonds dédiés subventions projets) : 8 nouveaux projets
 - - 123,8 k€ correspondant au surplus fonds dédiés de plusieurs projets IHU terminés IHU (13 projets de faisabilité clôturés en 2024), vers stock ANR exploitation ;
 - - 24 k€ correspondant à des fonds dédiés pour 3 projets transférés vers les fonds dédiés d'investissement
 - - 25 k€ correspond au surplus de fonds dédiés Laser Optimal vers stock ANR exploitation correspondant à des dépenses antérieurement couvertes par l'ANR mais finalement financé dans le cadre du projet et aux frais de gestion
- Sur la subvention d'exploitation ANR : (+1,6 k€)
 - - 94,9 k€ correspondant à la QP subvention ANR des projets IHU validés en 2024 (transfert du stock ANR, vers fonds dédiés projets) : 8 nouveaux projets
 - - 94,4 k€ correspondant au transfert de subvention ANR vers le stock des subventions d'investissements pour les investissements IHU de 2024 ;
 - +123,7 k€ correspondant au surplus de fonds dédiés relatif à des projets IHU non-utilisés ;
 - +25,5 k€ correspondant au surplus de fonds dédiés Laser Optimal vers stock ANR exploitation correspondant à des dépenses antérieurement couvertes par l'ANR mais finalement financé dans le cadre du projet et aux frais de gestion ;
 - +41,7 k€ correspondant à la réintégration de la quote-part de subvention d'investissement non-utilisé suite à la cession de l'IRM.

• Solde des fonds dédiés par projet :

Nom projet	Solde fonds dédiés en € 31/12/2024
ARS DMP	30 000
PICO	18 041
EVENCIPOR	3 629
FOREGUT (clinique)	9 143
ESG IRM	7 576
ESG IRM extension budget	7 471
DATAWAREHOUSE/OPEN HR	209 600
TIGA/PREDICTEST	504 041
FLUX	131 722
BARIATRIC AMBU	1 719
DIAMS R&D	90 848
DIAMS Filière	126 200
ENSIST	145 396
CLINNOVA	91 014
CANCERPROFILE	208 428
5GOR	278 767
AI DIAL	230 770
DELIVER	33 690
ECAP	434 649
GASTDACH	102 431
ColonAmbu	9 320
SAND BOX 22-04 BioE2,4	8 000
TEF HEALTH	396 144
TEF HEALTH	396 144
DUPI PNS	2 730
DAA ESG	2 845
EUS APS 2	13 508
SAND BOX 08 US CLOUD	2 577
SAND BOX 09 SURGMETRICS	2 525
DAIOR	624 506
MITI 2	55 361
ARPA + Poc ARPA	51 152
MEDITWIN	2 135 650
HISTOGRAPH	238 350
SCIALYTICS	33 045

POCUS I	1 467 950
ENVISAGE	391 041
COLONME	13 250
SSSR	15 000
mOCT-SLNA	4 450
FALSSE	5 000
CRYOBAR2	14 660
SAND BOX 13 synergia	2 139
SAND BOX 14 UGSO	3 000
BARIATRIC AMBU EXTENSION	14 531
TOTAL	8 568 014

6.6.2.1 Dons manuels

Les dons manuels de l'exercice s'élèvent à 3 000€

6.6.2.2 Informations sur les fonds dédiés non utilisés

Les projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été enregistrée au cours des deux derniers exercices sont les suivants :

- Datawarehouse / Open Hr
- FLUX
- ARS DMP
- GASTDACH
- Sand box Bio E2.4
- Sand box Surgmetrics

6.6.3 Précisions sur d'autres dettes

6.6.3.1 Produits constatés d'avance

L'utilisation du compte « Produits constatés d'avance » correspond à la traduction d'une pluri annualité formalisée dans une convention et non à la traduction du caractère « non affecté » des ressources. L'utilisation du compte produits constatés d'avance n'est envisagée dans le plan comptable associatif que pour la partie des subventions rattachées à des exercices futurs dans le cas de conventions pluriannuelles. La partie non consommée est enregistrée en fonds dédiés.

Une convention pluriannuelle prévoit clairement le montant prévisionnel pour lequel l'administration financeuse prévoit de contribuer au financement de l'action par rapport au budget présenté par la fondation dans sa demande de subvention. Elle prévoit le montant que le financeur s'engage à verser en année N et les montants prévisionnels pour chacune des années suivantes N+1, N+2, N+3 pour lesquels le terme prévisionnel est utilisé pour ne pas déroger au principe d'annuité budgétaire.

6.7 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	-		
Prêts	-		
Autres	-		
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	2 836 724	2 836 724	
Autres	12 102 657	5 950 343	6 200 461
Charges constatées d'avance	105 508	105 508	
TOTAL	15 044 889	8 892 575	6 200 461
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances	
			à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-			
Autres emprunts obligataires	-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont : • à 1 an au maximum à l'origine • à plus de 1 an à l'origine	-			
Emprunts et dettes financières divers	616 000		440 000	176 000
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	2 277 807	2 277 807		
Dettes fiscales et sociales	852 602	852 602		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	117 953	117 953		
Autres dettes (3)	364 082	194 234	169 848	
Produits constatés d'avance	486 839	486 839		
TOTAL	4 715 283	3 929 435	609 848	176 000
Emprunts souscrits en cours d'exercice Emprunts remboursés en cours d'exercice Dont garanties par des suretés réelles (indication des postes concernés)				

7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1 Produits du compte de résultat

7.1.1 Cotisations

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publications ou la remise de biens de faible valeur.

Aucune cotisation n'a été reçue au cours de l'exercice.

7.1.1.1 Ventes de biens et services

Les ventes de biens et services peuvent être ainsi détaillées par zone géographiques :

- En France : 1 897 762 €
- A l'Export : 464 582 €

7.1.1.2 Vente de prestations de parrainage

Le parrainage est d'une façon générale un soutien financier apporté à l'entité par une personne physique ou morale comportant une contrepartie directe (en général publicitaire) pour le partenaire.

Les opérations de parrainage sont destinées à promouvoir l'image du partenaire.

Les conventions de produit-partage, qui consistent par exemple en un reversement d'une part du prix de vente d'un article ou d'un service à une entité bénéficiaire, revêtent soit la forme de mécénat **soit la forme de parrainage** selon les termes de la convention.

Le montant défini dans le cadre de la convention de parrainage conclue est comptabilisé lors de la réalisation de l'opération.

Les produits de partenariats s'élèvent à 55 113 € sur l'exercice.

7.1.2 Subventions d'exploitation et autres concours publics

7.1.2.1 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

7.1.2.2 Autres concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

7.1.2.3 Contributions financières

Une contribution financière reçue d'autres organismes est considérée comme un produit non lié à la générosité du public sauf si, par ex, une convention prévoit qu'une entité tierce reverse une quote-part de générosité du public de cette entité, auquel cas cette quote-part sera considérée comme des produits de la générosité du public.

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

- D'exploitation si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité
- Exceptionnels si elles ne relèvent pas de l'activité courante de l'entité.

Une diminution de contribution financière a été comptabilisée pour 9 743 € correspondant au reversement prévu suite à la fin du projet financé.

7.1.2.4 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics		2 125 211	1 164		120 000
Subvention d'exploitation		1 345 335			
Subvention d'investissement		80 000			

7.1.3 Mécénats

Le mécénat est un soutien financier ou matériel apporté par une personne morale ou une personne physique à une action ou une activité d'intérêt général.

Le montant octroyé au titre d'une convention de mécénat est comptabilisé en produit dans un compte « Mécénats » à la signature de la convention.

Si la convention est pluriannuelle la part attribuée relative aux exercices ultérieurs est comptabilisée en produits constatés d'avance.

Les conventions de produit-partage, qui consistent par exemple en un reversement d'une part du prix de vente d'un article ou d'un service à une entité bénéficiaire, revêtent soit la forme de mécénat soit la forme de parrainage selon les termes de la convention.

Un mécénat non financier constitue une contribution volontaire en nature.

7.1.4 Reprises sur provisions et dépréciations

Reprises

- Sur amortissements : 0 €
- Sur dépréciations des immobilisations : 0 €
- Sur dépréciation d'autres actifs, hors legs ou donations destinés à être cédés : 7 500 €
- Sur dépréciation d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés : 0 €
- Sur provisions pour risques et charges : 0 €

Transferts de charges : 30 984 €

7.1.5 Utilisations des fonds dédiés

- Utilisation de fonds reportés : 0 €
- Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'exploitation : 0 €
- Utilisation des fonds dédiés ANR : 2 682 721 €
- Utilisation des fonds dédiés sur subventions pour projets : 1 271 834 €
- Utilisation des fonds dédiés pour investissements : 44 946 €
- Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes : 186 114 €
- Utilisations des fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public : 0 €
- Utilisation des fonds dédiés – surplus projets non utilisé : 0 €
- Utilisation des fonds dédiés privés – surplus projets non utilisé : 9 743 €

7.1.6 Autres produits d'exploitation

- Production immobilisée – Incorporelle : 0 €
- Redevances concessions, brevets : 15 000 €
- Partenariats : 55 113 €
- Autres produits : 54 €

A partir de la date d'acceptation et jusqu'à la date de cession, les revenus et les charges afférents aux biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés, sont inscrits en compte de résultat soit selon leur nature lorsque celle-ci est identifiable, soit à défaut dans les comptes.

7.2 Charges du compte de résultat

7.2.1 Achats de marchandises et variation des stocks

Les Achats de marchandises et variations de stocks sur l'exercice s'élèvent à 119 385 €.

7.2.2 Autres achats et charges externes

Les autres achats et charges externes sur l'exercice s'élèvent à 4 296 660 €.

7.2.3 Aides financières

Les aides financières comprennent les aides financières octroyées et les quotes-parts de générosité reversées.

Une aide financière est

- Soit une somme d'argent accordée à une personne physique à titre d'aide ou de secours ;
- Soit une contribution financière facultative octroyée par une entité à une autre entité destinée à la réalisation d'actions ou d'investissements.

Ces sommes ou contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Si l'entité (« collecteur renverseur »), qui assure la collecte en son nom, a le choix de l'entité bénéficiaire, ce versement est une aide financière. Si un accord ou une convention désigne expressément le bénéficiaire du reversement de tout ou partie de la collecte, ce versement est une quote-part de générosité du public reversée.

Si notre entité est « bénéficiaire » du reversement par un organisme agissant en son nom, les versements reçus sont comptabilisés en produits « contributions financières » ou en quote-part de générosité du public reçue ».

Si notre entité agit comme organisme collecteur au nom d'un bénéficiaire, cette collecte et son reversement sont comptabilisés en compte de tiers.

Si notre entité bénéficie de versements d'un organisme mandaté par notre entité agissant au nom de notre entité, les montants reçus sont en produits en nature « Dons ».

Les aides financières telles que ci-dessus définies sont comptabilisées à la date d'octroi de l'aide dans un compte de charges :

- D'exploitation si elles correspondent à l'activité normale de l'entité ; soit 315 K€ en N / 482 K€ en N-1
- Exceptionnelles si elles ne relèvent pas de l'activité normale de l'entité ; soit 0 K€ en N / 0 K€ en N-1

7.2.4 Impôts, taxes et versements assimilés

Les impôts, taxes et versements assimilés sur l'exercice s'élèvent à 29 212 € :

- Taxe sur les salaires : 2 597 €
- Taxe d'apprentissage : 0 € (non-assujettissement)
- Formation professionnelle continue : 22 785 €
- AGEFIPH : 3 830 €
- TVA régularisation du prorata : 0 €

7.2.5 Salaires et traitements, charges sociales

Les salaires et traitements sur l'exercice s'élèvent à 2 166 227 €

Les charges sociales sur l'exercice s'élèvent à 803 104 €

7.2.6 Dotations aux amortissements et aux dépréciations

Les dotations aux dépréciations comprennent celles relatives aux legs ou donations et les dépréciations des actifs acquis au moyen de la générosité du public.

Les dotations aux amortissements et aux dépréciations de l'exercice s'élèvent à 2 367 897 €

7.2.7 Dotations aux provisions

Les dotations aux provisions comprennent celles relatives aux legs ou donations avec charges

Les dotations aux provisions pour litige s'élèvent à 0 €

Les dotations aux provisions des créances de l'exercice s'élèvent à 11 400 €

7.2.8 Reports en fonds dédiés

Seules les charges d'exploitation comptabilisées sur l'exercice peuvent être affectées à l'utilisation des fonds pour des projets définis.

Le report en fonds dédiés correspond au montant non dépensé au cours de l'exercice N des subventions notifiées au cours de l'exercice N.

Au cours de l'exercice, le report en fonds dédiés pour projets s'élève à 2 130 386 €

7.2.9 Autres charges

Voir précision au § « Autres produits »

Les autres charges de l'exercice s'élèvent à 50 780 € dont :

- Redevances / concessions, brevets : 50 726 €
- Pertes sur créances irrécouvrables : 0 €
- Autres charges : 54 €

7.3 Résultat financier

Les aides financières (§7.4.3) ne font pas partie du résultat financier. Elles sont rattachées à un poste distinct « Aides financières » en charges d'exploitation, ou figurent en charges exceptionnelles (si elles ne relèvent pas de l'activité normale).

Produits financiers : 131 694 €

- Produit de participation GIE : 1 771 €
- Escomptes obtenus : 164 €
- Autres produits financiers (Intérêts des livrets et CAT) : 113 795 €
- Reprise sur provision pour risques et charges financières : 15 850 €
- Gains de change : 115 €

Charges financières : 156 €

- Charges d'intérêts : 134 €
- Dotation sur provision pour risques et charges financières : 0 €
- Pertes de change : 21 €

7.4 Résultat exceptionnel

Produits exceptionnels : 2 440 914 €

- Produits de cessions d'éléments de l'actif : 158 333 €
- QP des subventions d'investissement virées au résultat : 2 279 739 €
- Produits exceptionnels régularisation TVA : 2 841 €

Charges exceptionnelles : 41 738 €

- VNC des éléments d'actif cédés : 41 738 €

8 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel tel que la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature ci-dessous.

Les ventes des dons reçus en nature figurent en produits au compte de résultat dans le poste « Ventes de biens dont ventes de dons en nature ».

Les parrainages font partie du poste « ventes de prestations de service dont parrainages »

Nature de la contribution / modalités ayant permis de quantifier	Méthode de valorisation	Montant
Obtenue :		
KARL STORZ GmbH – Matériel médico-chirurgical	Valeur d'usage	31 141 €
PENTAX	Valeur d'usage	74 286 €
Divers industriels : Equipements divers	Valeur d'usage	113 011 €
OLYMPUS – Matériel médico-chirurgical	Valeur d'usage	217 478 €
Divers industriels : Petits matériel et consommable médico-chirurgical	Valeur d'usage	430 195 €
SIEMENS – Mise à disposition de personnel	Valeur d'usage	131 740 €
SIEMENS – Logiciel	Valeur d'usage	10 500 €
SIEMENS – Equipement Imagerie	Valeur d'usage	30 000 €
TOTAL		1 038 351 €

9 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

9.1.1 Produits à recevoir

Les produits à recevoir sur l'exercice s'élèvent à 1 660 771 €

- Clients – Factures à établir : 1 575 933 €
- Fournisseurs – Avoirs à obtenir : 20 555 €
- Intérêts OC à recevoir : 18 741 €
- Intérêts courus à recevoir : 45 542 €

9.1.2 Honoraires des commissaires aux comptes

	MAZARS
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	22 704 €
Au titre d'autres prestations	-
Honoraires totaux	22 704 €

10 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

10.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Ces informations étant de nature à identifier la situation d'un membre déterminé des organes de direction ne sont pas fournies.

10.2 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	32
Agents de maîtrise et Techniciens	4
Employés	7
Ouvriers	
Total	43

10.3 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

10.3.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés

Le montant de notre engagement total correspondant s'élève à 14 202 €

Cet engagement est estimé selon la méthode historique simplifiée retenue par notre entité suivante : méthode des unités de crédit projetées.

Les principales hypothèses sont les suivantes à la date de clôture :

Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié : 64 ans

Taux d'actualisation : 3,40 %

Taux d'augmentation annuel des salaires : 1 %

Concernant l'appréciation de la probabilité d'être présent dans l'entité à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise,

Taux de turnover : 7,17 % pour les cadres, 7,38 % pour les non-cadres

Pour la prise en compte du risque de mortalité : le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles de l'Insee distinctes hommes/femmes.

Le taux de charges sociales :

Cadres : 40,82 %

Employés : 31,40 %